

NOUVELLE

“Un strapontin s’il vous plaît !”

Bachir M... sent une grosse boule lui nouer la gorge, son cœur bat la chamade et il a les mains moites. Il connaît bien cette sensation d'angoisse qui transforme son corps en un simple objet, dont il perd tout contrôle. Toutes les fois que son parti vit un événement que lui qualifie “d'important”, — et qui ne l'est pas — il est sur le qui-vive, tourmenté, tendu, inquiet. Il tente, sans y parvenir, à se calmer. “Pour quelles raisons serai-je exclu ? Pourquoi ma candidature serait-elle rejetée ? Ne suis-je pas le mieux placé ? N'ai-je pas milité au sein de mon parti sans discontinuité ?” se dit-il de plus en plus anxieux.

Au moment de garer son véhicule sur le bas-côté, il aperçoit un grand nombre de femmes et d'hommes devant le siège du parti. Il connaît tous les visages. Ce sont ceux des militants qu'il fréquente depuis tant d'années. Celles et ceux avec les-

quels il a parcouru un long chemin. Celles et ceux avec lesquels il a tissé des liens d'amitié ou qu'il déteste et qui le lui rendent bien. Bachir remarque leurs mines fermées, dépitées. Mais surtout leur colère qu'ils ne cherchent pas — ou ne peuvent pas — dissimuler. Ils menacent d'appeler au boycott du vote, de faire ceci... de faire cela...

Il devine rapidement les raisons de leur mécontentement et demande à brûle-pourpoint sans même les saluer : “Ma candidature a-t-elle été retenue ?”

— Dans ta wilaya, on a choisi un ministre en fonction pour conduire la liste des candidats. Il est inscrit au parti depuis 2003 !

— Cela signifierait donc que mon mandat prend fin ? Est-ce possible ?

— Tu as tout compris et si cela peut te consoler tu n'es pas le seul exclu, répondent-ils en chœur.

— Mais enfin qui a décidé cela ? C'est de l'arbitraire, c'est injuste, c'est illégal... parvient-il à ajouter avant d'être pris d'un malaise. Lorsqu'il revient à lui, le médecin penché sur lui, lui explique qu'il a eu une méchante hausse de tension, susceptible de causer la prochaine fois des dégâts autrement plus sérieux.

— Vous devriez faire attention. Pour quelles raisons mettriez-vous votre santé en danger pour des causes perdues ? Ce pays part “en java” et personne ne pourra plus le sauver. Pensez donc à vous, à vos enfants, ce sera certainement plus valorisant qu'une banale histoire de strapontin. C'est absolument ridicule. La santé est un bien précieux. On ne le dira jamais assez.”

— Vous ne pouvez pas comprendre docteur. A vous, je peux le dire, car vous êtes lié par le secret professionnel.

J'étais un modeste instructeur à l'école primaire de ma commune, avec un niveau de 1ère année moyenne. Je suis issu d'une famille pauvre. En pénétrant dans les arcanes et les coulisses du parti, j'ai alors compris que l'opportunisme était payant. Et c'est ainsi que j'ai décroché ce que vous appelez un “strapontin”. Pour moi, c'est ma vie et ce qui donne un sens à mon existence.

— Vous en avez une autre plus noble : celle de transmettre le savoir à des enfants qui ont besoin de vous.

— Vous n'êtes pas sérieux, n'est-ce pas ? Retourner dans ma wilaya et redevenir le petit enseignant que je fus dans ma commune ? Ce n'est même pas imaginable. D'autant que pour être franc avec vous, durant mon mandat j'ai dû me rendre en cinq ans trois fois dans ma wilaya. Les habitants ne seront pas tendres avec moi car je n'ai rien fait pour eux

alors que beaucoup ont voté pour moi. Et puis déserté la capitale pour m'enterrer dans un trou ? Est-ce seulement pensable ? Pas plus mes enfants que mon épouse n'accepteraient de me suivre. Ils ne voudront jamais plus vivre hors d'Alger. Ni moi d'ailleurs.

— Si j'entends et comprends vos propos, vous êtes surtout soucieux de ne pas perdre vos avantages et privilèges, n'est-ce pas ?

— Qu'auriez-vous fait à ma place ?

— Je ne suis pas à votre place et ne pourrai l'être car je suis un homme libre et ma profession me passionne. Cela ne signifie aucunement que je ne sois pas politisé. Je le suis certainement plus que vous.

— Essayez au moins de comprendre que la confection des listes est arbitraire. Et notre “chef d'équipe” se cache derrière le grand chef pour expliquer les exclusions. Qui croire et que croire ? Je ne sais plus.

— Et cela ne vous gêne-t-il pas que le grand chef décide dans un domaine qui lui échappe si l'on s'en tient à la Constitution ?

— La Constitution ... les idéaux ... les principes ... tout cela je m'en f... je veux garder mon appartement dont l'institution paie le montant de la location. Je veux conserver le véhicule de service, le téléphone mobile, qu'on continue à m'envoyer du “monsieur” par-ci, par-là. Que mon image apparaisse à la télévision lors des débats même si je ne comprends rien aux textes de lois.

J'ai toujours voté “oui”, et ne me suis jamais fait remarquer défavorablement. J'ai été aux côtés de notre “chef d'équipe” lorsqu'il a forcé la porte de notre parti sans droit ni titre. Ils doivent me remercier. Ils le doivent ... sinon je deviendrai un opposant. Ah ! Je vous le jure docteur je serai un opposant pur et dur.

Le médecin esquisse un sourire. Bachir l'entend lui dire : “un opposant faute de strapontin. Quel beau et noble combat en perspective !”.



L. A.

LA VISION ECONOMIQUE DU MSP PRESENTÉE AUX CHEFS D'ENTREPRISE

Aboudjerra Soltani peu convaincant

Une baisse progressive de l'impôt sur le bénéficiaire, une valorisation du système bancaire islamique, le non-retour au week-end universel, ont constitué les principaux points de la vision économique présentée, hier, par Aboudjerra Soltani au Forum des chefs d'entreprise dans le dessein de convaincre les hommes d'affaires algériens de voter MSP aux législatives. Sans succès, ils ont qualifié le projet de théorique” et “sans propositions concrètes susceptibles d'être pratiquées sur le terrain.



Photo : Djiliet B.

Ihlem B. Tir - Alger (Le Soir) - Le Forum des chefs d'entreprise a reçu, hier, le président du Mouvement de la société pour la paix, Aboudjerra Soltani, dans le but de débattre de la vision économique que propose le parti et qui repose essentiellement sur la valorisation du système bancaire islamique comme produit nouveau et compétitif, le parachèvement de l'assainissement financier des entreprises, la garantie de l'équilibre entre les recettes et les dépenses, et la baisse progressive de l'impôt sur le bénéficiaire.

Un point, et bien qu'il soit très important pour les businessmen algériens qui payent près de 25% alors que leurs homologues dans les autres pays ne versent que 10 à 12%, n'a pas réus-

si à enthousiasmer les chefs d'entreprise pour le projet MSP qui reste selon le vice-président du forum “un programme avec beaucoup de souhaits et généralités que tout le monde approuve mais qui manque de mécanismes pratiques pour son application sur le terrain”.

En effet, le MSP a versé, selon les chefs d'entreprise, dans la théorie sans apporter des réponses concrètes aux nombreux problèmes que connaît le secteur économique. En parlant d'instauration de l'égalité procédurale entre les secteurs public et privé ainsi qu'entre les opérateurs nationaux et étrangers, de la défense des deux secteurs, de l'instauration du système d'assurance coopératif et de la spécialisation des banques,

le MSP n'a fait que relever des points tant revendiqués et que tout le monde approuve. Parmi les 20 mesures proposées, on trouve la mise en réseau des économies en voie de développement et le placement des produits en surplus dans les marchés de l'Union africaine, la libération des initiatives nationales en priorité et “l'une édification d'une économie nationale stable en mesure de préparer l'Algérie de l'après-pétrole et d'accueillir ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui l'Opep du gaz”. Par ailleurs, le prési-

dent du MSP, dans son raisonnement, avait attribué le retard enregistré dans le domaine économique à trois “fautes” qui sont l'absence de stratégie industrielle claire, le repos total de l'industrie sur la rente pétrolière et l'absence de stabilité entre les deux secteurs, privé et public.

Ainsi, le mouvement, selon son président “ne prétend pas présenter une alternative nouvelle à 100% car il est conscient que ce qui existe est un acquis national qui a besoin d'être promu et renforcé”.



SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (S.N.J.)

Communiqué

Le Syndicat national des journalistes informe l'ensemble des photographes de presse en Algérie de l'organisation par le Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR), basé à Tunis, d'un concours international de la photo, précisément autour du thème “Les hommes et les femmes qui travaillent dans le secteur informel”.

Les photographes intéressés sont priés de se présenter au Centre de la Fédération internationale des journalistes à Alger, sis à la maison de la presse Tahar-Djaout à Alger, afin de procéder au retrait des documents y afférents.

**PL/Le Syndicat national des journalistes
Le secrétaire général par intérim
Kamel Amarni**